

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

MARCHE DE SERVICE : ETUDE LOGEMENTS SAISONNIERS

Séance du 23 janvier 2023
Dûment convoqué le 17 janvier 2023

En l'an 2023, le lundi 23 janvier 2023 à 18 heures, les membres du conseil communautaire se sont réunis en séance publique, sous la présidence de M. Pierre BATAILLE, Président de la Communauté de Communes Pyrénées Catalanes.

Présents (23) : J-P ASTRUCH, P. BATAILLE, H. BAUDET, A. BOUSQUET, P. CAMPS, C. COLOMER, J. CORDELETTE, J.-L. DEMELIN, M. GARCIA, J. GARRABE-POUGET, S. GAUMOND, A. HUG, J.-L. LACUBE, J.-D. LAPORTE, A. LUNEAU, D. MARIN, F. MARTIN, P. PETITQUEUX, S. POLATO, M. POUDADE, M. SANTANACH, P. RIU, S. VAILLS.

Absents (7) : P. BLANQUE, C. DELIAS, F. DESCLAUX, C. NOLIN, F. OMAHSAN, S. PONSAS, G. VICENS.

Pouvoirs (6) : M. BLANC (à H. BAUDET), C. LANDRIEU (P. CAMPS), P.-L. LE TAON-BARES (à J.-L. DEMELIN), S. PRUDENTOS (à C. COLOMER), M. RIFF (à A. LUNEAU), A. TAHOCES (à P. BATAILLE)

Secrétaire de séance : Philippe PETITQUEUX.

Acte n° : CCPC-2023023-03

Rapport

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de la Commande Publique ;

VU la délibération n° CCPC-2022262-04 en date du 13 septembre 2022 portant sur la mise en œuvre d'une enquête et d'une étude pré-opérationnelle relative au logement des travailleurs en contrats saisonniers sur le territoire des montagnes catalanes ;

VU la procédure de marché suivante :

Marché à tranche/procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article R.2123-1, 1° du Code de la Commande Publique

Montant estimatif 50 000 € HT (tranche ferme + optionnelle)

Le délai d'exécution est de 11 mois

Mise en ligne de la consultation sur le profil acheteur de la CDC Pyrénées Catalanes : www.e-marchespublics.com le 23.12.2022

Résultat de la consultation : La procédure a été clôturée le 6 janvier 2023 à 12h et 1 offre a été reçue dans les délais (validité des offres 120 jrs) ;

VU le tableau d'analyse suivant :

Le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

- Critère prix : 40%
- Critère valeur technique : 60%
 - o Expérience du candidat sur des projets similaires 15% ;
 - o Compétence de l'équipe rassemblée pour réaliser l'étude 5% ;
 - o Présence physique lors des réunions inscrites dans le CCTP

Accusé de réception en préfecture
06/01/2023 14:46:00464-20230123-CCPC-2023023-03-DE
Date de réception préfecture : 25/01/2023

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification et de sa réception par les services du contrôle de légalité.

- Proposition de planning et de délai d'exécution de l'étude 5% ;
- Animation des réunions inscrites dans le CCTP 5% ;
- Organisation et animation d'une participation du publique 5% ;

Candidats	Classement	Total Prix + Valeur Technique
LA STRADA +MDP CONSULTING	1	40+49=89/100

VU l'avis de la commission MAPA du vendredi 20 janvier 2022 ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

Il est proposé au conseil communautaire :

D'attribuer le marché à l'entreprise **LA STRADA +MDP CONSULTING** pour un montant de **55 900€ HT** pour la **tranche ferme et optionnelle sous réserve d'affermir la tranche optionnelle.**

**Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide
(à l'unanimité) :**

D'approuver la proposition de la Commission MAPA, telles que détaillées ci-dessus ;

D'attribuer le marché à l'entreprise **LA STRADA +MDP CONSULTING**

D'autoriser le Président à signer tout document en ce sens.

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le jour, mois et an ci—dessus.

**Le Président,
Pierre BATAILLE**

Affiché le :
Transmis en sous-préfecture le
Document exécutoire à compter du



Accusé de réception en préfecture
066-246600464-20230123-CCPC-2023023-03-DE
Date de réception préfecture : 25/01/2023

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de sa notification et de sa réception par les services du contrôle de légalité.

